Elections à l'Assemblée Nationale du 23 Novembre 1958

2ème CIRCONSCRIPTION – MONTLUÇON



Henri VÉDRINES

Député sortant, membre du Comité Central du Parti Communiste Français, Henri VEDRINES est né à Neuilly-sur-Seine le 19 novembre 1911. Il est le fils du célèbre aviateur Jules VEDRINES.

Il travailla à la Compagnie Electrique de la Loire et du Centre, puis comme ouvrier, dans diverses entreprises de Montluçon. A 20 ans, il adhéra à la C.G.T.U. et à 21 ans, au Parti Communiste Français. Secrétaire du Syndicat des Métaux de MONTLUÇON, il connut à plusieurs reprises la répression patronale. Il fut l'un des dirigeants des grandes grèves de 1936 et des victoires du Front Populaire.

Il fit la guerre 1939-1945 et 5 années de captivité en Allemagne.

Député de l'Allier depuis octobre 1945, membre de la Commission de la Production Industrielle et de la Commission de l'Agriculture de l'Assemblée Nationale, il y fut un défenseur ardent des revendications ouvrières et paysannes et du patrimoine national, menacé par le plan Schumann et le Marché Commun.

Depuis 13 ans, il n'y eut pas une grève, pas une lutte des travailleurs de MONTLUÇON, de COMMENTRY, comme des paysans, sans que leur député ne soit parmi eux.

C'est un militant éprouvé et bien connu de tous, auquel nous vous demandons de faire confiance.

Remplaçant éventuel :

Simone PIERRE

Née à Montvicq le 21 décembre 1921. Employée aux usines Dunlop, et militante active du mouvement syndical. Déléguée au Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale à Leipzig en octobre 1957.

Mère de famille, travailleuse, conseillère municipale de Désertines, Simone PIERRE connaît bien les soucis des ménagères et des ouvrières, des mamans dont elle défend les intérêts avec force.

C'est pourquoi elle était candidate sur la liste du Parti Communiste Français aux élections législatives du 2 janvier 1956, et c'est pourquoi nous l'avons désignée comme suppléante dans cette élection.

ELECTRICES et ELECTEURS !

Le 28 septembre dernier, lors du référendum, nombre d'entre vous ont voté NON, pour en finir avec une politique de réaction, de misère et de guerre. Nombreux sont également ceux qui ont voté OUI en voulant aussi condamner le passé. Les uns et les autres ont exprimé par leur vote un immense espoir de changement.

Les uns et les autres se retrouvent aujourd'hui devant les mêmes préoccupations.

a) La crise économique menace

En dépit des démentis officiels, les réductions d'horaires, les fermetures d'ateliers, les licenciements, frappent les travailleurs de **Dunlop**, de **Pinguely**, de **Rousseau-Boussac** à Montluçon ; de **la Forge**, de chez **Bouet**, des **Meubles du Centre**, à Commentry. Le chômage total et partiel se développe dangereusement, avec les pertes qui en résultent pour des salaires déjà trop bas.

AUSSI, LES AFFAIRES NE VONT PAS. Quand il n'y a pas d'argent pour les travailleurs, le commerce ne marche pas. Les vêtements, les motos et motocycles, les appareils ménagers, la quincaillerie ne se vendent pas. Les stocks s'accumulent.

b) L'effondrement des cours des produits agricoles ne supprime pas la vie chère

La consommation de la viande a diminué de 20 % en un an ! L'effondrement des prix du bétail qui en résulte pour le cultivateur, ne fait en rien diminuer le beefsteack. « Chevillards », mandataires et gros intermédiaires tiennent le marché. Ils empochent ce que perdent les paysans, sans aucun profit pour le consommateur. L'augmentation des impôts de guerre fait le reste. Vieillards, économiquement faibles, chômeurs, travailleurs aux bas salaires et familles nombreuses, en sont les premières victimes.

c) Pas de crédits pour les écoles, les logements, les chemins, les adductions d'eau

Les milliards engloutis dans la course à la bombe atomique et dans la guerre d'Algérie ne vont pas aux œuvres de vie. Les classes sont surchargées et vétustes. Les taudis s'accumulent, dans les quartiers populeux de Montluçon et de Commentry, comme dans les villages. Les H.L.M. sont en nombre insuffisants. L'augmentation inadmissible des loyers aggrave le drame de la misère.

d) La guerre en Algérie s'éternise

Quelques gestes et quelques paroles du gouvernement ont suscité un immense espoir de Paix. Le gouvernement français a effectivement en main tous les moyens et les pouvoirs d'agir. Le gouvernement provisoire de la République Algérienne de son côté se déclare prêt à négocier, sans condition préalable avec le gouvernement français. La Paix est donc possible en Algérie. Mais la demande de capitulation sans condition formulée par de Gaulle, et les exigences des ultras, sont jugées inacceptables par les combattants algériens. Aussi la guerre s'éternise et même s'aggrave et la liste des morts s'alllonge. On ne doit pas en rester la ! Il ne faut pas que la guerre d'Algérie se prolonge ! L'espoir de Paix de millions d'hommes ne doit pas être déçu une fois de plus !

e) La cause profonde de cette situation

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution à ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, par la remise de la terre à ceux qui la travaillent, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs de la Nation.

Le Parti Communiste Français propose un programme immédiatement réalisable

1. — Relèvement du niveau de vie des masses populaires

Depuis 10 ans, la production par ouvrier a augmenté de 45 %, apportant au patronat des profits fabuleux. Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social. Le meilleur remède à la crise, c'est :

— L'élévation rapide du pouvoir d'achat des larges masses, par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat.

— Aide aux petits et moyens paysans, par des prix différentiels, des crédits d'équipement et d'installation par l'amélioration des lois sociales en leur faveur ; aide à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles ; protection de la petite industrie et de l'agriculture contre le Marché Commun Européen ; réforme démocratique de l'impôt frappant le gros capital et les profiteurs de guerre.

2. — Paix en Algérie

Par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux, fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — Une politique extérieure de paix et d'indépendance nationale

— qui, en mettant fin à la course aux armements et aux guerres coloniales permettrait une réduction massive du temps de service et des dépenses militaires ; de donner à l'industrie, à l'agriculture, à la technique et la recherche scientifique les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— **de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles** et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale ; de garantir l'avenir de la jeunesse par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, l'aide à la jeunesse sous toutes ses formes et notamment aux jeunes et aux futurs ménages.

4. — Il n'y a pas de grandeur française sans une véritable démocratie

Le coup de force du 13 mai et l'adoption de la nouvelle Constitution ont porté un coup à la démocratie. Un régime autoritaire a été créé. Un pouvoir dictatorial a été mis sur pied qui constitue une menace aux libertés républicaines, ce qui rendra plus difficile la défense des intérêts du peuple.

Une loi électorale monstrueuse vise à diminuer la représentation de la classe ouvrière dans une Assemblée Nationale aux pouvoirs restreints, soumise aux pressions et aux menaces de l'exécutif et livrée aux partis et aux hommes de la réaction.

Plus que jamais, il est nécessaire de défendre avec vigilance les libertés républicaines et d'exiger par des voies démocratiques, la restauration d'une République rénovée, basée sur l'Unité de la classe ouvrière et l'Union des forces démocratiques contre la réaction.

Dans ces conditions pour qui voter le 23 Novembre ?

ELECTEURS, ELECTRICES !

Une politique se juge, non à ses promesses, mais à ses résultats. La politique dont vous souffrez est celle de la grande bourgeoisie capitaliste, **des partis et des hommes de la réaction,** la politique du M.R.P., de PFLIMLIN, de Georges BIDAULT et du **Docteur BARGY** ; celle des **« Indépendants et Paysans »** de PINAY, de Paul REYNAUD et de **M. BOUCHARDON** ;

A tour de rôle ou ensemble, tous ces Partis se sont succédés au pouvoir dans les 12 dernières années. C'est leur politique qui a fait tant de mal sous la IV[e] République et qui continue d'en faire sous V[e]. **Ce sont les hommes du passé !**

Si vous voulez que ça change, vous ne pouvez pas voter pour eux !

Le seul Parti qui ne porte aucune responsabilité dans cette situation, c'est le **Parti Communiste Français,** qui a toujours dénoncé et combattu cette politique et qui, pour cette raison, a été écarté du pouvoir.

Quant au Parti Socialiste de Guy MOLLET et du **Docteur BOURGEOIS,** il porte au contraire une lourde responsabilité.

Les dirigeants socialistes font semblant de se quereller avec les Partis et les hommes de la réaction. Mais ils sont d'accord avec eux sur le fond et ils sont associés ensemble au sein d'un même gouvernement !

Les travailleurs socialistes de la région de MONTLUÇON et de COMMENTRY ont été témoins des multiples propositions d'Unité faites par le Parti Communiste aux dirigeants S.F.I.O., y compris notre vote pour Guy MOLLET au lendemain du 2 janvier 1956 et notre désistement pour leurs candidats au second tour des élections cantonales en avril dernier. Mais tous nos efforts pour tirer à gauche le Parti Socialiste et pour réaliser l'Unité ouvrière ont, jusque là, été vains. A l'alliance proposée sans répit par les communistes, les dirigeants socialistes ont préféré et continuent de préférer l'alliance avec la réaction, contre les communistes. Au lieu de faire LA PAIX EN ALGERIE, ils ont renié leurs promesses électorales du 2 janvier 1956, envoyé le contingent en Algérie et aggravé la guerre. En mai dernier, Guy MOLLET a préféré de Gaulle au Front Populaire et aujourd'hui encore, l'anticommunisme délirant des dirigeants socialistes fait le jeu des capitalistes et de la réaction.

Cependant, face à la menace fasciste, face au chômage et à la misère, pour la PAIX EN ALGERIE et la défense des libertés, **L'UNITE OUVRIERE. l'UNITE ENTRE TRAVAILLEURS SOCIALISTES ET COMMUNISTES EST PLUS INDISPENSABLE QUE JAMAIS !** En votant dès le 1[er] tour pour **Henri VEDRINES,** seul candidat de l'UNITE OUVRIERE, les électeurs socialistes ont la possibilité de mettre un terme à la politique de division des dirigeants S.F.I.O., dont ils sont tout autant victimes que leurs frères communistes !

Electeurs et Electrices, Communistes, Socialistes, Républicains : pour que les intérêts du peuple soient énergiquement défendus ; pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour jeter les bases du regroupement des Républicains, il est nécessaire **DE VOTER EN MASSE POUR ASSURER LA PRESENCE A L'ASSEMBLEE NATIONALE D'UN GROUPE COMMUNISTE IMPORTANT ET FORT DE MILLIONS DE SUFFRAGES.**

Le 23 novembre, VOTEZ et FAITES VOTER SANS ABSTENTION POUR :

Henri VEDRINES

DEPUTE SORTANT

Membre du Comité Central du Parti Communiste Français
Candidat du Parti Communiste Français dans la 2[e] Circonscription de l'Allier (MONTLUÇON)

Remplaçant éventuel : **Simone PIERRE**

Vu, le candidat : **La Fédération de l'Allier du P.C.F.**

Imp. Nouvelle — Gaillard — St-Pourçain